

COMMUNIQUE DE PRESSE
des organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur et SLR

Nous avons participé du 4 au 7 juillet à une série de rencontres avec J-M. Monteil -Directeur de l'Enseignement Supérieur - pour contribuer à faire entendre les propositions de la communauté scientifique dans l'élaboration de la loi d'orientation et de programmation recherche, en particulier sur le volet « programmation » dont l'annonce est reportée de semaine en semaine.

Le mandat de J-M.Monteil excluait toute engagement : c'est pourquoi une rencontre de synthèse avec les ministres liée à la communication du texte de l'avant projet de loi est indispensable.

Annoncée par J-M.Monteil –au nom des ministres- pour le 21 juillet cette rencontre est aujourd'hui ajournée sine die.

Nous dénonçons cette situation. La marche forcée du gouvernement, sur l'Agence Nationale de la Recherche, l'Agence de l'Innovation Industrielle, les pôles de compétitivité, nous éloigne des solutions réclamées par les personnels et montre le peu de considération de ce gouvernement pour la recherche publique, ses personnels et ses organisations. Que les 3000 créations d'emplois, annoncées pour 2006, soient affectées en priorité vers une poignée de pôles de compétitivité est inacceptable.

En l'état, nous rendrons publiques des contre-propositions.

Aux questions posées, à nos revendications qui portent tant sur l'organisation que sur les financements pluriannuels, le gouvernement doit répondre. Il doit communiquer au plus vite aux organisations syndicales, à SLR, aux différents acteurs de la recherche ses intentions véritables. Il y a urgence !

Villejuif le 19 juillet 2005

FSU (snesup, sncs, snasub),
UNSA (sup recherche,snptes,A&I)
CGT (sntrs,ferc-sup,inra,sanofi-aventis),
CFDT (cea, sgen-cnrs),
CFTC (recherche)
SUD (recherche-epst)
SLR